

**Articuler.** Selon Larry Fink, le président de BlackRock, le dialogue actionnarial est plus efficace que l'activisme actionnarial offensif. En fait, la question ne se pose sans doute pas. Aujourd'hui, les acteurs sont multiples et chacun joue son rôle en fonction de ses spécificités, éclairant les messages et les intentions des autres acteurs. Par ailleurs, que l'on se place sur le terrain de la finance ou sur celui des affaires, tout est une question de timing : faut-il suivre le mouvement de transition environnementale, sociale ou humaine qu'on est en train de vivre, faut-il l'accompagner, l'anticiper ou l'accélérer ? Il y a fort à parier que c'est l'articulation entre ces différentes positions qui crée la dynamique.

## INSTITUTIONS, REGLEMENTATIONS

### Economie circulaire, Union européenne, chimie

#### L'Union européenne jette les bases d'une nouvelle économie circulaire pour les plastiques

Il y a quelques jours, l'association PlasticsEurope a présenté son [rapport](#) sur la production de plastiques en Europe. Elle y indique les progrès réalisés depuis dix ans en matière de valorisation, mais aussi ceux qui doivent encore être accomplis ([IE n° 272](#)). Parallèlement, la Commission européenne a publié, le 16 janvier, son premier [plan stratégique](#) sur les déchets plastiques, l'un des plus importants enjeux écologiques de notre époque. **Ce plan comporte plusieurs axes** : améliorer les aspects économiques liés aux matières plastiques (en intervenant sur la conception, en encourageant l'utilisation de matériaux recyclés, en perfectionnant la collecte sélective), réduire les déchets plastiques et les dépôts sauvages (plastiques à usage unique, déchets marins, microplastiques), orienter les investissements et l'innovation vers des solutions circulaires et participer à leur financement (grâce à une enveloppe spécifique de 100 millions d'euros d'ici à 2020), intervenir sur le plan mondial et sur le commerce international. L'un des objectifs de cette stratégie est que tous les emballages en plastique présents sur le marché de l'Union soient recyclables d'ici à 2030. Mais pour créer une véritable économie circulaire, il ne suffit pas que les matériaux soient recyclables, il faut aussi qu'ils soient réellement recyclés. Parions que les professionnels du secteur sauront saisir cette opportunité pour susciter une émulation saine susceptible de construire cette nouvelle économie.

## OUTILS POUR LA RSE ET L'ISR (indicateurs, tendances, initiatives, études)

### Développement, santé, automobile

#### La sécurité routière a un impact sur la croissance des pays à revenu faible ou intermédiaire

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) évalue le nombre de personnes tuées chaque année dans le monde du fait d'un accident de la route à 1,25 million d'individus, dont 90 % dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, Chine et Inde en tête. Le nombre de blessés graves s'établirait quant à lui entre 20 et 50 millions de personnes. **Dans la plupart des cas, les décès touchent en majorité les jeunes adultes, ce qui a pour conséquence d'affecter durablement la croissance des pays.** Avec le soutien financier de Bloomberg Philanthropies, la Banque mondiale a analysé les données de 135 pays sur une période de vingt-quatre ans. Selon [cette analyse](#), une réduction de moitié du nombre de morts et de blessés aurait permis de faire progresser le PNB de 7 à 22 % supplémentaires sur vingt-quatre ans. Cette information intéressante pour les Etats l'est également pour les constructeurs automobiles : en accentuant l'effort qu'ils consentent déjà dans le domaine de la promotion de la prévention routière, ils pourraient accroître leur contribution aux politiques de santé publique et en même temps la croissance économique des pays où ils sont implantés.

**Impact des produits.** Selon une [méta-analyse](#) conduite par le P<sup>r</sup> Allan Hackshaw de l'University College London (UCL), fumer une seule cigarette par jour augmente de moitié, voire de 75 %, le risque cardiovasculaire.

### Biodiversité, pêche

#### Le MSC renforce ses exigences de pêche, mais reste sous surveillance

Le label MSC (Marine Stewardship Council) est censé certifier que les poissons pêchés selon les règles qu'il a instaurées le sont de manière durable. A ce jour, ce label représente 14 % des prises mondiales. Mais **de nombreuses organisations écologistes dénoncent le laxisme de ces règles**, et en particulier la possibilité laissée aux navires d'utiliser lors d'un même trajet des techniques pouvant prétendre à la

certification et des méthodes jugées non responsables ([IE n° 265](#)). Cette critique a du reste été relayée par plusieurs enseignes de distribution britanniques (Tesco, Waitrose, Marks & Spencer) à la suite d'une réunion avec des députés britanniques le 8 janvier dernier. **La « compartimentation » ne sera désormais plus possible.** Lors d'une rencontre à Londres, le 18 janvier, le conseil d'administration du MSC a en effet décidé que les prises ne pourront être certifiées que si « *tous les produits de la mer pêchés sur un même stock, lors d'une même marée* » le sont. Pour autant, les organisations écologistes protestataires regrettent le délai de mise en œuvre du nouveau référentiel, à savoir février 2019 pour les nouvelles évaluations et 2021 pour les évaluations en cours et pour les « pêcheries » déjà certifiées. Elles invitent également le MSC à [poursuivre l'amélioration](#) de son référentiel.

## Ressources, Inde, énergie

### Les centrales thermiques indiennes sont trop exposées au risque hydrique

L'organisation de recherche World Resources Institute (WRI) a rendu publique, le 16 janvier, une [étude](#) sur la dépendance des centrales thermiques indiennes à l'eau de refroidissement et les risques afférents. Le rapport relève que 90 % des 478 centrales recensées dans le pays dépendent de l'eau douce pour leur refroidissement et que 40 % d'entre elles sont confrontées à des hauts niveaux de stress hydrique. Entre 2013 et 2016, quatorze des vingt plus importantes compagnies électriques du pays ont ainsi connu une ou plusieurs périodes de mise hors service en raison de la pénurie hydrique, **ce qui aurait réduit leur chiffre d'affaires de 91 milliards de roupies (1,15 milliard d'euros)**. Par ailleurs, dans les régions de déficit hydrique, l'eau nécessaire au fonctionnement des centrales thermiques entre en compétition avec les autres besoins en eau. D'ici à 2030, 70 % des stations devraient connaître une augmentation de la compétition pour l'utilisation de l'eau avec l'agriculture, l'industrie et les villes. **Cette situation génère également des risques pour les investisseurs**, pour qui les centrales situées dans les régions sèches constituent des actifs échoués (stranded assets). **Le rapport avance plusieurs recommandations** : rendre obligatoire la publication de données sur l'utilisation de l'eau, déployer des technologies de refroidissement avancées, améliorer l'efficacité des usines, poursuivre l'ambition du pays dans le domaine des énergies solaire et éolienne. Sur ce dernier point, les engagements de l'Inde (un objectif de 40 % d'énergie issue de sources renouvelables d'ici à 2030) devraient permettre au secteur énergétique d'économiser 12,4 milliards de mètres cubes d'eau douce.

## PARTIES PRENANTES ENGAGEES

---

## Esclavage moderne, Thaïlande, pêche

### En dépit des annonces du gouvernement, le travail forcé persiste dans la pêche thaïlandaise

A la suite des révélations, en juin 2015, par le journal *The Guardian* de l'utilisation de travailleurs forcés issus de la migration de populations cambodgienne et birmane par certains armateurs de pêche thaïlandais, les Etats-Unis avaient rétrogradé la Thaïlande dans la dernière catégorie de leur rapport 2014 sur le trafic d'êtres humains. De son côté, l'Union européenne avait menacé de bannir les importations de poissons en provenance de ce pays, à moins que celui-ci ne prenne les mesures nécessaires pour remédier à la situation ([voir IE](#)). La menace avait été prise au sérieux par la Thaïlande – **troisième exportateur mondial de produits de la mer** – qui s'était engagée à mettre en œuvre des réformes afin de retrouver la confiance de la communauté internationale. Entre 2015 et 2017, l'association Human Rights Watch a réalisé une enquête dans tous les grands ports de pêche du pays, interrogeant 248 pêcheurs ou anciens pêcheurs, ainsi que de nombreuses autres personnes (représentants du gouvernement, d'associations, de syndicats de pêcheurs...). **Si le rapport, publié le 23 janvier**, admet que certains aspects de la législation ont été améliorés, il souligne également que ces modifications sont, pour l'essentiel, de pure façade, les autorités n'ayant pas déployé les mesures indispensables pour vérifier que la réglementation est bien respectée dans les faits. Du coup, **de nombreuses exactions sont encore relevées** : horaires interminables, salaires nettement inférieurs au minimum légal, conditions de sécurité quasi inexistantes et nombreuses situations de servitude. Ce phénomène résulte souvent de l'endettement des travailleurs, de la rétention de leurs papiers d'identité (*pink card*) ou de l'obligation pour les travailleurs migrants de demander à leur employeur l'autorisation de changer de travail.

## Droits sociaux, Inde, textile

### Une plate-forme téléphonique pour des alertes anonymes sur les abus sociaux dans le secteur textile

L'industrie textile est l'un des secteurs où les conditions de travail sont les plus mauvaises. Si des mesures sont adoptées à travers le monde pour remédier à cette situation, elles sont encore largement insuffisantes et les contrôles, trop souvent prévisibles, ne permettent pas de déceler les cas de non-conformité. A la suite de la tragédie du Rana Plaza (en avril 2013, plus de 1 100 personnes avaient perdu la vie dans un faubourg de Dacca, lors de l'effondrement d'un immeuble dans lequel étaient concentrés plusieurs ateliers de confection), la communauté internationale a pointé du doigt le Bangladesh, troisième exportateur mondial d'articles textiles. **Mais la situation est également critique dans d'autres pays**, comme en Inde, cinquième exportateur mondial de vêtements. Ici comme ailleurs, les ouvrières et ouvriers hésitent à

dénoncer les mauvais traitements dont ils sont les victimes (harcèlement, retenue sur salaire, heures supplémentaires abusives...) par peur des représailles. Pour lutter contre ce phénomène, un syndicat, le Tamil Nadu Textile and Common Labour Union, a mis un **numéro vert** à disposition des quelque 30 000 travailleurs du secteur textile répartis dans cinq districts de l'Etat du Tamil Nadu. Depuis le 21 janvier, ceux qui le souhaitent peuvent ainsi appeler gratuitement et anonymement un numéro de téléphone dédié et **entrer en contact avec un représentant syndical ou un juriste pour exposer les abus relevés sur leur lieu de travail**. Cette plate-forme interactive a été développée par la petite société indienne [Gram Vaani](#) et pourrait être déployée dans tout l'Etat du Tamil Nadu.

## Santé, justice, France, agroalimentaire, cosmétiques

### UFC-Que choisir dénonce la présence de nanoparticules dans des produits et porte plainte

L'état des connaissances sur les effets des nanoparticules sur la santé est encore limité. Mais des études suggèrent que certaines d'entre elles pourraient provoquer des effets inflammatoires, respiratoires, neurologiques ou cardiovasculaires. De plus, en raison de leur très petite taille, elles peuvent se diffuser facilement dans tout l'organisme et dans l'environnement. Quoi qu'il en soit, en réponse au principe de précaution et à l'obligation d'information du consommateur, **la réglementation européenne exige que la présence de nanomatériaux manufacturés soit signalée pour les produits alimentaires, les cosmétiques et les biocides**. A la suite de tests réalisés sur seize produits, l'association de consommateurs UFC-Que choisir a relevé que tous contenaient des nanoparticules, mais que trois seulement le mentionnaient sur leurs emballages. Aussi l'organisation a-t-elle annoncé, le 23 janvier, qu'elle portait plainte contre neuf sociétés distribuant ces produits : Casino, JDE, Mars Chocolat France, McCormick, Colgate-Palmolive, Lavera, Avène, Coty, GlaxoSmithKline.

## INVESTISSEMENT RESPONSABLE

---

### Diversité, monde

#### Les entreprises dont les équipes dirigeantes sont les plus diversifiées sont plus performantes que les autres

Depuis plusieurs années, un élan s'est exprimé en faveur d'un renforcement de la féminisation – et plus largement de la diversité – des conseils d'administration des grandes entreprises dans le monde. Cette insistance porte progressivement ses fruits, même si de nombreux axes d'amélioration sont encore possibles. En revanche, **la part des femmes et de la diversité culturelle dans les équipes dirigeantes reste peu élevée**. Ainsi, dans une [étude récente](#) couvrant près de 1 000 entreprises réparties dans douze pays, le cabinet de conseil McKinsey a calculé que la part des femmes ne représentait que 14 % de ces équipes et celle des personnes issues de la diversité 13 %. Par ailleurs, **le rapport a examiné les possibles liens entre ces deux critères** (féminisation et diversité ethnique et culturelle du management des entreprises) **et la performance financière** (profitabilité et création de valeur). Ainsi, selon les calculs du cabinet, pour les entreprises figurant dans le quartile supérieur en termes de représentativité des femmes, la probabilité de dépasser la profitabilité moyenne du panel des entreprises étudiées serait plus élevée de 21 % par rapport à celle du quartile inférieur, et de 27 % en ce qui concerne la création de valeur. Pour les entreprises dont la diversité ethnique et culturelle est la plus élevée (premier quartile), la probabilité de dépasser la profitabilité moyenne du panel serait supérieure de 33 % par rapport à celles du quatrième quartile.

### Santé, pharmacie

#### Une étude compare la lutte des laboratoires pharmaceutiques contre l'antibiorésistance

La résistance aux antibiotiques pourrait devenir la première cause de mortalité en 2050 selon une étude britannique de 2014 et cette nouvelle menace inquiète la communauté internationale en général et certains investisseurs financiers en particulier ([IE n° 244](#)). L'organisation à but non lucratif Access to Medicine Foundation a publié, le 23 janvier, la première [étude](#) indépendante évaluant les efforts déployés par l'industrie pharmaceutique pour s'attaquer à la question de la résistance microbienne. **Le rapport analyse 30 sociétés** : 8 grands groupes internationaux (dont le français Sanofi), 10 fabricants de produits génériques, 12 sociétés biopharmaceutiques. **Trois critères ont été examinés** : l'effort de recherche pour le développement de nouveaux antimicrobiens, les politiques adoptées pour s'assurer que les antibiotiques sont produits de manière responsable, les approches choisies pour vérifier que ces substances sont accessibles et utilisées judicieusement. **Dans ses conclusions**, le document révèle que vingt-huit antibiotiques, actuellement dans leur dernière phase de développement, ciblent des agents pathogènes considérés comme particulièrement critiques sur le plan de l'antibiorésistance. Mais seulement deux d'entre eux sont accompagnés de plans visant à s'assurer qu'ils seront accessibles et utilisés judicieusement. Huit sociétés se sont fixé des seuils à ne pas dépasser dans les eaux usées rejetées dans le milieu et quatre seulement ont imposé ces limites à leurs fournisseurs (GSK, Johnson & Johnson, Pfizer, Roche). Enfin, quatre entreprises ont engagé une démarche pour dissocier les bonus des agents commerciaux du volume d'antibiotiques qu'ils vendent. Selon la fondation, le secteur des génériques, qui

produit le plus important volume d'antibiotiques, a engagé tardivement sa lutte contre l'antibiorésistance et dispose, de ce fait, du plus grand potentiel pour lutter contre cette menace.

### Engagement actionnarial, Etats-Unis, finance

#### **BlackRock s'implique un peu plus dans l'engagement actionnarial et la prise en compte des impacts sociétaux**

Depuis quelque temps, BlackRock, la plus grande société de gestion au monde, affiche de plus en plus souvent des [positions](#) dans lesquelles elle exprime son souhait de prendre davantage en compte les critères sociaux, environnementaux et de gouvernance (ESG) dans la gestion de ses actifs. Le 12 janvier, Larry Fink, son président, a fait **un pas supplémentaire** en adressant aux patrons des entreprises dont BlackRock est actionnaire une lettre dans laquelle il les exhortait à revisiter leurs approches stratégiques. Dans son introduction, il pointe du doigt l'asymétrie entre les excellentes performances enregistrées par les détenteurs de capitaux depuis la crise financière de 2008 et l'angoisse grandissante ressentie par de nombreuses personnes à travers le monde en ce qui concerne leur avenir. Il poursuit en insistant sur le fait que « **la société exige que les entreprises, publiques et privées, aient un but social** ». Une condition incontournable, selon lui, pour assurer une croissance à long terme. Plus loin, il précise la nouvelle stratégie du fonds en indiquant que « **le temps est venu pour un nouveau modèle d'engagement actionnarial** », qui renforce et approfondit la communication entre les actionnaires et les sociétés que ceux-ci détiennent. Il souligne également que cet engagement doit être compris plus comme une discussion continue sur l'année au sujet de l'amélioration de la valeur à long terme que comme une participation à la course aux procurations lors des votes en assemblée générale (proxy fights), qui constitue, à ses yeux, une perte de temps et d'argent. Aussi encourage-t-il les dirigeants des entreprises à exposer publiquement leurs stratégies à long terme, à mieux comprendre les impacts sociétaux de leurs activités et à aller au contact des autres actionnaires critiques plutôt que d'attendre l'inscription de projets de résolution non sollicités à l'ordre du jour de l'assemblée de leur entreprise. Il prévoit, à cet effet, un doublement de ses équipes dédiées d'ici à trois ans. Cette position, qui semble opposer deux philosophies au sujet de l'engagement actionnarial (proxy fights et dialogue continu), devrait au contraire inciter à une recherche de complémentarité entre les différentes stratégies d'engagement, puisque mieux comprendre grâce au dialogue suppose aussi d'évaluer les résultats de ce dialogue et de prendre éventuellement les décisions qui s'imposent lorsqu'il n'aboutit pas. Par ailleurs, la stratégie de BlackRock devrait participer à une accélération de la diffusion de la prise en compte des critères ESG par les milieux financiers et donner le la dans certains cas.

### ENTREPRISES (initiatives & controverses)

---

#### Climat, monde, énergie

#### **Les contrats d'énergie verte de gré à gré en forte augmentation dans le monde**

L'agence Bloomberg New Energy Finance (BNEF) a calculé qu'en 2017, quarante-trois grands groupes basés dans dix pays ont conclu pour un total de 5,4 GW de contrats d'achat d'électricité verte de gré à gré avec des producteurs d'énergie, soit une progression de 25 % par rapport à 2016. **Cela représente un cumul de 19 GW depuis 2008 (l'équivalent de la capacité installée du Portugal)**, dont 76 % depuis 2015. En dépit d'un environnement politique incertain pour les énergies renouvelables, les Etats-Unis représentent la plus grande part de ces nouvelles conventions (2,8 GW, en progression de 19 % par rapport à 2016). BNEF s'attend à un nouveau record des activités dans ce domaine en 2018.

#### Economie circulaire, France, Belgique, déchets

#### **Suez va construire la première usine d'Europe pour le recyclage des métaux provenant de mâchefers**

Entre 140 et 150 millions de tonnes de déchets sont incinérés (avec ou sans valorisation énergétique) chaque année dans la seule Union européenne. L'incinération de ces déchets produit elle-même des résidus (entre 25 et 30 %) de la masse initiale sous la forme de mâchefers, de cendres... Après traitement, une partie de ces déchets ultimes est utilisée dans des activités de terrassement ou pour constituer des remblais. **Mais ils contiennent également de nombreuses substances, et notamment des particules de métaux non ferreux**, dont la concentration, variable selon la nature des matériaux, peut atteindre 10 %. Le 22 janvier, le groupe français Suez a annoncé la construction dans la zone portuaire de Gand (Belgique) d'une centrale de recyclage des métaux que ces résidus contiennent. Cette usine sera achevée d'ici à la fin de l'année. Ce ne sera pas la première de ce type dans le monde, mais la première en Europe. **La production de métaux (aluminium, cuivre, plomb, zinc...) devrait atteindre 12 000 tonnes en 2019**. Cette quantité n'est pas négligeable et constitue une étape importante dans l'élaboration d'une économie circulaire et l'exploitation des « mines urbaines ». Mais elle ne représente que la première pierre de l'effort à fournir pour valoriser l'ensemble des déchets incinérés dans toute l'Union.

---

Prix de l'abonnement d'un an à **Impact Entreprises**, soit 22 lettres électroniques : 117 euros.

Adressez vos commandes d'abonnement à : CFIE, 52 bd Ornano – 75018 Paris

---